

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
ASSEMBLÉE COMMUNE**

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

fait au nom de la

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

sur

la création, la fonction et la composition
d'une ou plusieurs commissions paritaires
dans le cadre de la Communauté

par

M. G.M. NEDERHORST

Rapporteur

- Novembre 1956 -

La Commission des Affaires Sociales s'est réunie le 30 novembre 1956 à Strasbourg sous la présidence de M. G.M.NEDERHORST.

La Commission a repris l'examen du texte de la proposition de résolution tel qu'il figure dans le document N° 1 1956-1957.

M.C.M.NEDERHORST a été invité à présenter un rapport complémentaire.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents le 30 novembre 1956 à Strasbourg. La proposition de résolution qui y fait suite a été adoptée à l'unanimité moins une abstention.

Etaient présents:

MM.NEDERHORST, Président et rapporteur;

PELSTER, Vice-Président

BERTRAND

BIRKELBACH

BOGGIANO PICO

DOLLINGER, suppléant M.LENZ

GAILLY

HAZENBOSCH

KOPF

TEITGEN

VANRULLEN.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

de

M. G.M. NEDERHORST

sur

la création, la fonction et la composition
d'une ou plusieurs commissions paritaires
dans le cadre de la Communauté

Monsieur le Président, Messieurs,

Au cours de sa réunion du 30 novembre 1956 votre Commission a repris l'examen de la proposition de résolution contenue dans le document n° 1- 1956/1957, afin d'examiner la suite que la Commission estimait devoir donner à certaines propositions introduites par un membre de la Commission.

A l'unanimité moins une abstention, la Commission a l'honneur d'inviter l'Assemblée Commune à adopter la proposition de résolution sur la création, la fonction et la composition d'une ou plusieurs commissions paritaires au sein de la Communauté dans la forme suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION
relative à la création d'une ou plusieurs commissions
paritaires au sein de la Communauté

L'Assemblée Commune,

- après examen du rapport de sa Commission des Affaires sociales, se prononce pour le principe de la création, sur la base d'un rapport librement consenti entre les deux parties en cause, d'une ou plusieurs commissions paritaires dans le cadre de la Communauté.

L'Assemblée Commune,

- après avoir pris connaissance des objections qui ont été soulevées tant par les représentants des employeurs que par certains représentants des travailleurs au cours des délibérations avec sa Commission,
- regrettant que ces objections aient empêché toute réalisation pratique dans ce domaine,
- regrette que cet accord librement consenti n'ait pu être réalisé jusqu'à présent,
- appuie la Haute Autorité dans son effort pour rapprocher les deux partenaires,
- et espère que les initiatives prises par la Haute Autorité seront fructueuses et apporteront des solutions satisfaisantes aux préoccupations exprimées dans le rapport de sa Commission des Affaires sociales.

